

6/8 - Les autres socialismes

Yougoslavie - Chine - Cuba - RDA.

Audace et échec de l'autogestion yougoslave

L'extension du système "socialiste" à la moitié orientale de l'Europe après la 2^e Guerre mondiale fut « une divine surprise pour les uns, (une) consternation pour les autres ».

Au vrai, ce ne fut, pour l'essentiel, que « ***l'extension territoriale du national-étatisme stalinien*** ».

Le choix yougoslave d'une voie autogestionnaire ne procède pas des dirigeants (ils sont staliniens au départ) ni de la base, mais de « ***l'invention progressive par en haut d'une voie de développement non stalinienne imposée en 1948 par la brutale rupture des étroits rapports initiaux de l'Union soviétique avec la Yougoslavie en raison de ses multiples preuves d'insoumission*** ».

Pendant les quinze premières années (1950-1965), cela va bien marcher, et les taux de croissance seront meilleurs que ceux de l'URSS. L'initiative des travailleurs, cependant, est très étroitement encadrée par la planification centrale, « ***et cela d'autant plus que le plan lui-même est surdéterminé par les contraintes externes*** », c'est-à-dire par les exigences du marché international et de ses institutions financières vers lesquels la Yougoslavie avait été contrainte de se tourner suite à son

exclusion du Comecon. Catherine Samary¹ estime que dans la première phase l'autogestion est « **étouffée par le plan** ».

La réforme de 1965 engage une métamorphose des institutions économiques. « **Elle abolit les fonds d'investissement, pièce centrale de la planification étatiste, transforme en conséquence le système bancaire, le régime des prix et le commerce extérieur, ouvre l'économie aux capitaux étrangers** ». Se mettent à croître avec impétuosité, dit Sève, « **le capital bancaire, l'appât du gain, l'inégalité régionale de développement, l'inflation intérieure, le déficit extérieur** ».

Sur le marché mondial, l'économie yougoslave fait triste figure. Les grèves augmentent. Les nationalismes se réveillent. Le FMI s'en mêle. Pour Catherine Samary, dans la deuxième phase l'autogestion est étouffée par le marché.

« **Après la mort de Tito en 1980, le pays va vers le chaos économique et social, la restauration capitaliste sauvage, l'irrésistible éclatement national, la catastrophe sanglante des années 1990** ».

Parallèlement, le système "socialiste" élargi implose. Échec général.

Mais, pour Sève, ce qui a échoué ce n'est pas du tout l'idée d'autogestion, mais une expérience particulière qui ne réunissait pas les conditions du succès :

- Pas de « **compétente capacité d'initiative économique des travailleurs par suite de lourds retards généraux de développement** » ;
- Pas d'engagement du processus de « **dépérissement de l'État, c'est-à-dire de l'appropriation citoyenne réelle des pouvoirs publics dans tous les domaines** » ;

¹ *Le marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave*, La Brèche/PubliSud, 1988.

- Absence de « **réseau international d'échanges favorable** ».

Sève exprime enfin son accord avec Catherine Samary quand elle dit que le problème est aussi celui des motivations humaines. Le passage graduel à une société sans classes - qui doit les révolutionner, les transformer en profondeur - n'est pas au rendez-vous.

Du fait des contraintes du plan d'abord, du marché ensuite, aucun bouleversement ne se produit concernant « **le sens du travail, l'usage des biens, le rapport à l'autre, l'estime de soi et donc les raisons d'agir (...)** ».

« **L'autogestion vraie, dit Sève, n'est pas un songe creux, à condition qu'elle sache organiser la pleine venue à l'autonomie de l'humanité** ».

La Chine de Mao : révolutions et convulsions loin du communisme

1949 : Révolution chinoise. Autre moment capital du XX^e siècle.

« **La nouvelle Chine est à nous !** », s'exclame Pierre Courtade dans *L'Humanité*.

Après Octobre 1917, la «*Chine communiste*». Octobre annonçait donc bien une nouvelle époque, un sens de l'histoire. Fiction !, tranche Sève, qui nous prévient qu'il va déconstruire tout cela.

Tout d'abord, la Chine réunit encore moins que la Russie les conditions historico-sociales du passage au socialisme. C'est, dit Sève, « **un océan de paysannerie** ». Les ouvriers ne représentent que 1% de la population. L'instruction générale est très peu développée.

Ensuite, « **la révolution que fait triompher en 1949 le Parti communiste chinois, si elle entend s'inscrire dans le cours de la révolution mondiale engagée en 1917, a le réalisme de ne**

viser qu'à une démocratie nouvelle soucieuse avant tout de procéder à une révolution agraire antiféodale (...), d'instaurer une propriété d'État dans le domaine industriel et bancaire, de développer une nouvelle culture progressiste, de pratiquer une politique extérieure d'indépendance nationale. Il s'agit clairement là d'une "révolution démocratique bourgeoise", même si, (comme dit Mao), elle « penche d'un côté », celui de l'anti-impérialisme (...) ».

Mao qui précise en janvier 1951 dans **La nouvelle démocratie** : **« Les idées de certains selon lesquels on pourrait assurer une rapide destruction du capitalisme et l'introduction du socialisme sont erronées et ne conviennent pas aux conditions de notre pays ».**

Mais, six ans plus tard - en 1955 - tout s'emballa d'une façon qui n'est pas sans évoquer la frénésie stalinienne de 1929. Mao engage le *Grand Bond en avant*. Il commence la collectivisation en grand de la campagne. Les très nombreuses coopératives agricoles sont regroupées en 24.000 communes populaires. Au début, tout se passe plutôt bien. Puis, vont s'accumuler désastres techniques, échecs productifs, tensions sociales, répressions politiques, « et, en fin de compte, d'immenses drames humains ». Une terrifiante famine fait au moins vingt millions de morts.

« Non seulement les sévères leçons du drame ne vont pas être tirées », mais Mao Zedong surenchérit en lançant la *Grande révolution culturelle prolétarienne* (1966-1976). Si le Grand Bond en avant fut un désastre, la Grande Révolution prolétarienne sema le chaos.

La révolution socialiste étant réputée accomplie, il faut maintenant faire le **« communisme tout de suite »**. Le collectif est donc hypervalorisé. La collectivisation de l'agriculture se fait au pas de charge. La mise en commun est exaltée. Le mode de vie communautaire est porté au pinacle.

« Le ton est à la dénonciation des mœurs bourgeoises ».
 L'heure est à la **« pauvreté égalitariste »**. On va en finir avec les différences industrie-agriculture, travail manuel et travail intellectuel. **« On va vers l'abolition du salariat, ce pilier de l'ordre bourgeois »**. La Chine va être **« la première au monde à réaliser le fameux « À chacun selon ses besoins » »**. Sève fait remarquer que **« comme sous Staline, le combustible de ce "communisme" est le nationalisme, ardent en ce grand pays asservi et humilié depuis les guerres perdues de l'opium »**. On aura bientôt rattrapé la Grande-Bretagne. L'impérialisme est un tigre de papier.

Où est le communisme là-dedans ? Quid du développement des forces productives ? Quid de la productivité du travail social ? Quid des capacités d'initiative individuelle ? On est à mille lieues de **« cette savante autogestion sociale généralisée qu'est le communisme dans sa forte acception marxienne »**. On a plutôt affaire à un **« grégairisme archaïque »**, à **« une résurgence du vieil imaginaire communautariste d'un peuple paysan »**.

Du "communisme" de Mao Zedong au "socialisme" de Deng Xiaoping

Pour Sève, la Chine des années 1950-1960 n'apporte rien au dossier de la visée communiste marxienne. Comme en URSS - et dans des contextes comparables d'immaturation historique - la violence sanguinaire est à l'œuvre, ainsi que les « logiques de stalinisation » et la subversion du communisme par un national-étatisme.

Sève retient trois traits staliniens du maoïsme :

- **« La complète focalisation sur l'exigence de développer le plus vite possible comme un but en soi les forces productives, en entendant avant tout par là les moyens techniques et modes sociaux de production »**. Le plan quinquennal et la collectivisation agraire sont des outils

privilegiés. Rien sur l'émancipation économique-sociale des individus. Rien sur le dépérissement de l'État. Le VIII^e Congrès du PCC, en 1956, explique que « **la "contradiction" fondamentale qui caractérise le pays serait "entre le régime socialiste avancé (réputé être déjà établi) et les forces productives arriérées de la société" »**.

- Le « **volontarisme effréné** ». « **Selon la métaphore chère à Mao de la page blanche autorisant l'écriture de ce qu'on veut, le peuple chinois tout entier est une page blanche en attente d'histoire** », et il a trouvé son Staline en la personne de Mao.
- La « **"pensée Mao Zedong" ayant été inscrite avec le "marxisme-léninisme" dans la constitution même de la République (...), la critique de la pensée théorique et politique de Mao est devenue anticonstitutionnelle** ».

Den Xiaoping va succéder à Mao en 1978 et impulser aussitôt le tournant décisif du 3^e Plénum du XI^e Congrès. Exit la révolution culturelle, la bande des Quatre et le système économique et social qui l'accompagnait. Commence la Chine d'après Mao, celle de Den Xiaoping, qui est encore celle de Xi Jinping. Exit les envolées hyper-rhétoriques, place au franc-parler. La Chine n'en est encore « **qu'au stade primaire du socialisme** ». Den Xiaoping reprend à son compte les « **Quatre modernisations de Zhou Enlai dès 1964 : celles de l'agriculture, de l'industrie, des sciences et techniques, de La Défense nationale** ».

Objectif : quadrupler une première fois le PNB en vingt ans (-> PNB/hab. de 1000 dollars) et une seconde fois en trente ans (-> PNB/hab. de 4000 dollars). « **Et alors, dit Deng, nous aurons montré à l'humanité que le socialisme est bien supérieur aux capitalismes** ». Au moment où Sève écrit (2018), ce programme est en passe d'être réalisé.

Mais, est-ce le socialisme qui réalise cela ? Sève préfère parler d'une « **NEP à la chinoise qui a magnifiquement réussi** » ; qui fait appel au privé sans permettre que se forme une nouvelle bourgeoisie ; qui

réserve un rôle prépondérant à l'État, tant à travers la prépondérance maintenue de la propriété d'État qu'à travers la puissante machinerie de l'État.

Au demeurant, quand on demande à Den Xiaoping de définir le socialisme, sa réponse est la suivante en 1984 : « **Le socialisme se propose de venir à bout de la pauvreté** ». « **En définitive, la supériorité du socialisme sur le capitalisme tient essentiellement à ce qu'il permet de développer plus rapidement les forces productives, et donc d'améliorer constamment les conditions de vie matérielles et culturelles de la population** ».

Il ne dit rien sur l'émancipation sociale des travailleurs (sur leur appropriation des moyens de production), sur le dépérissement démocratique de l'État, sur le libre développement de chaque individu. Les mots clefs sont : l'aisance matérielle et culturelle, la propriété d'État, la puissance de l'État, le rôle dirigeant du parti, la pensée Mao Zedong.

La Chine n'en serait pas là, bien sûr, si elle n'avait pas rompu avec le capitalisme en 1949, mais elle n'est pas devenue un pays socialiste, et elle reste marquée par la forme-mère du stalinisme : national-étatisme, bureaucratisme étatique, inégalitarisme social.

Sève ramasse ainsi l'ensemble de ses conclusions : « **Pour l'heure, le "socialisme à la chinoise" est un décollage économique-social spectaculaire auquel est loin de correspondre en maints domaines une émancipation humaine profonde ; la désarriération est très incomplètement synonyme de désaliénation ; les formes staliniennes demeurent, bien qu'atténuées ; mais c'est un "socialisme" riche d'aspects inédits liés notamment au développement de l'aisance matérielle et à la formation d'une nombreuse "classe moyenne"** ».

Peut-on envisager une relance du processus révolutionnaire ? Une telle évolution serait sans exemple, mais cela n'est pas dénué de toute

vraisemblance parce que, par ailleurs, le capitalisme connaît une crise profonde, protéiforme, et qui va chaque jour en s'aiguissant.

Un mouvement innovant vers le socialisme : la révolution cubaine

Début 1959, Fidel Castro, Ernesto Che Guevara et Camilo Cienfuegos débarquent à La Havane.

En avril, Castro expose ainsi son credo dans un discours : « ***Ni pain sans liberté, ni liberté sans pain. Ni dictature d'un homme, ni dictature d'une classe. (...) Liberté avec pain sans terreur. Voilà l'humanisme*** ».

Sève présente la révolution cubaine comme s'inscrivant dans une tradition de lutte indépendantiste et anti-impérialiste ouverte aux idées socialistes sans s'y inféoder. Les dirigeants, qui connaissent peu le marxisme, vont apprendre la lutte des classes et le marxisme pratique à une vitesse impressionnante.

La victoire militaire de 1959 a brisé la machine d'État. « ***Reste à transformer la base sociale, ce qu'engage la réforme agraire*** ». Les États-Unis entrent tout de suite dans une logique de blocus, en particulier pour le pétrole, ce qui conduit les Cubains à se tourner vers l'URSS. Mais, les compagnies états-uniennes ne veulent pas raffiner le pétrole soviétique. Elles sont donc confisquées sans indemnité, ainsi que tous les autres biens états-uniens. Cela s'appelle un engrenage.

Armando Hart, ministre cubain, explique ainsi : au départ, « ***nous n'étions ni socialistes ni moins encore communistes*** », nous voulions la liberté et la justice. Mais, ce que nous avons découvert, c'est que « ***lorsqu'on veut mettre ces idées en pratique, le résultat c'est le marxisme*** ».

Quel bilan ? Il est incontestablement positif en matière d'alphabétisation, de scolarisation, de santé publique. Les médecins cubains sont célèbres.

« **Mais, en même temps**, ajoute Sève, **se développent les mêmes lourds travers économiques et politiques que dans les pays du "socialisme" stalinisé, la bureaucratie s'installe, la vie quotidienne devient un casse-tête, des conflits surgissent, entraînant la répression, la déception gagne, tout se dégrade** ».

Fidel Castro le reconnaît sans fard en 1987 dans un discours prononcé pour le 20^e anniversaire de la mort de Che Guevara :

Celui-ci aurait été malheureux « **durant cette période honteuse** » où se sont accumulés tant de « **vices dans la construction du socialisme** » jusqu'à justifier une terrible amertume.

Et Castro de pointer le bureaucratisme, les effectifs gonflés, le vol, l'argent devenu la motivation fondamentale de l'homme, l'écrasante inefficacité de ce « **canard boiteux** » qu'est le socialisme cubain.

Sève avance plusieurs explications. D'abord, la « **dépendance quasi-coloniale envers l'impérialisme yankee** ». Ensuite, le blocus.

Enfin, du côté des révolutionnaires eux-mêmes, « **leur foncière impréparation aux tâches qui les attendaient** » : « (...) **sans formation économique et politiques, sans expérience étatique d'envergure nationale, sans vue précise sur le monde des relations internationales** », sans connaissance précise du marxisme. « **le romantisme révolutionnaire couvre l'inexpérience gestionnaire. Le nouveau pouvoir est fort de la confiance plus que de la conscience du peuple, formule historique redoutable et fragile** ».

Un soviétisme sans le vouloir

La volonté de Castro et Guevara d'aller au socialisme était éclatante. En dépit de cela, il faut quand même se demander s'il ne faut

pas mettre des guillemets à socialisme. Il est intéressant, de ce point de vue, de consulter les **Notes critiques d'économie politique** du Che.

Voici qu'on y trouve, par exemple :

« **Chaque fois que je vais dans les usines** », « **la participation des ouvriers à la direction de l'usine est aujourd'hui nulle, en dépit de toutes les instructions que nous avons émises** ». Ce constat fait irrésistiblement penser à Lénine, quand il disait : « **La voiture n'obéit pas...** ».

Les mêmes logiques se répètent par delà les années et les kilomètres...

Faut-il imputer cette situation à l'influence soviétique ? A priori non, car les dirigeants n'ont cessé de prendre leurs distances à l'égard de la doctrine économique soviétique. On peut voir, par exemple, dans les **Notes critiques** du Che, que celui-ci critique le **Manuel d'économie politique** soviétique et sa loi de la valeur, qu'il assimile au capitalisme. Il critique l'intéressement matériel des travailleurs, et met en avant le stimulant moral, c'est-à-dire la conscience communiste.

Pour le Che, le communisme n'est pas seulement un « **phénomène de production** » ; c'est aussi un « **phénomène de conscience** ». « **Nous devons lutter de toutes nos forces, dit-il, pour que le stimulant moral l'emporte sur le stimulant matériel** ».

On peut discuter de cette position qu'exprime le Che. Il sous-estime certainement le poids des contraintes historiques dans la venue du communisme, mais on ne peut pas lui dénier que son cap est bien fixé au communisme.

Sauf, dit Sève, que « **c'est justement à vouloir avec passion "aller au communisme" que la révolution cubaine s'est enlisée dans le plus consternant des "socialismes"** ».

Que s'est-il passé ? Le Che n'a pas du tout compris le sens de la NEP en 1921, où il voit un dramatique « **grand pas en arrière de Lénine** ».

Il ne tient pas compte des textes où Lénine explique qu'il s'agit de reculer pour mieux avancer, qu'on « **ne peut forcer l'histoire** », que « **la pire des fautes est le volontarisme** », qu'il « **n'y a pas d'autre voie que la patience acharnée à accumuler les préalables du socialisme** ». Au lieu de cela, il ne jure que par un « **pouvoir central forçant d'en haut les choses** ».

Le Che ne voit pas non plus que la NEP a été abandonnée depuis bien longtemps, par Staline justement, décision par laquelle ce dernier a tourné le dos au socialisme. Autrement dit, si involution de l'URSS il y a, elle ne tient pas à la NEP de 1921 décidée par Lénine, mais à son arrêt décidé par Staline. Le Che rend Lénine responsable d'une involution qui revient à Staline.

Revenons maintenant à Cuba. Sur la base de ces incompréhensions, la politique économique du Che est à base de planification et de collectivisation. À peu près tous les moyens de production, même modestes, deviennent propriété d'État et sont administrés à partir du centre. Des économistes marxistes vont conseiller au Che de mettre en place une NEP à la cubaine, mais ils ne seront pas entendus.

Sève conclut : « (...) où s'est égaré le socialisme à Cuba, ce n'est l'impérialisme yankee qui l'a décidé, c'est un défaut de réflexion dramatique sous le plus sympathique humanisme ».

Le communisme devenu dissidence en RDA

En 1967, au VII^e Congrès du SED, Walter Ulbricht dit que l'objectif de la RDA est le « **système développé du socialisme** ». Cette formule lui permettait de contourner l'irresponsable fanfaronnade de Krouchtchev qui avait annoncé en 1961 l'entrée de l'Union soviétique dans la période

de « **construction en grand du communisme** ». La notion de socialisme développé permettait à Ulbricht de ne plus parler du communisme, mais seulement du socialisme, sans être, pour autant, condamné à la stagnation.

En effet, dans l'esprit d'Ulbricht, dit Sève, « **le socialisme était censé comporter une série de degrés dont le plus élevé, qualifié de développé, autorisait à rester muet sur le communisme** ».

Présenter ainsi les choses c'était faire du socialisme une formation économique et sociale autonome déconnectée du communisme.

« **alors que pour Marx (et pour Lénine), dit Sève, son seul sens est d'y conduire** ».

Plus de communisme, plus de dépérissement de l'État. Cela voulait dire aussi qu'en RDA la propriété sociale des moyens de production et d'échange s'installait définitivement dans le mode bureaucratique. Ulbricht avait habilement "ripoliné" le national-étatisme stalinien.

Sève analyse ici longuement la critique que fait un auteur est-allemand des thèses d'Ulbricht. Rudolf Bahro publie **L'Alternative** en 1977. Il reproche aux dirigeants de la RDA ne n'être pas réellement communistes. Ce que connaissent les citoyens de la RDA n'est pas la socialisation, mais « **l'étatisation universelle** ». Il met en cause l'idée de socialisme développé déconnecté du communisme. À ses yeux, Ulbricht, obsédé par l'objectif de rattrapage, met la RDA à la remorque du capitalisme.

Verdict : huit ans de prison.

Bahro propose « **une stratégie d'alternative communiste** » s'attaquant à ce qu'il appelle le « **politbureaucratisme** ».

Il faut viser « **un socialisme réellement socialiste, donc communiste** », c'est-à-dire « **la sortie réelle de l'aliénation** ». «

Et le moyen d'y parvenir n'est pas la croissance de la production, mais bien la révolution culturelle ».

Il faut que les individus retrouvent de l'influence sur le cours des choses. Il faut en finir avec l'ancienne division verticale du travail entre décideurs et exécutants. Il faut aussi une autre organisation du parti.

Il faut en finir, dit Bahro, avec la devise : ***« Occupez-vous de bien travailler et nous nous occupons de bien gouverner ! ».***

Tout cela a été écrit il y a presque un demi-siècle. Cela s'appelle de la clairvoyance.

